



**PRÉFET  
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France  
Unité départementale des Hauts-de-Seine**

Service Risques et installations classées  
de Paris et des Hauts-de-Seine  
167-177 avenue Joliot Curie  
BP 102  
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 23/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MERSEN FRANCE GENNEVILLIERS**

41 AV JEAN JAURES  
92230 Gennevilliers

Code AIOT : 0006506284

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2025 dans l'établissement MERSEN FRANCE GENNEVILLIERS implanté 41 AV JEAN JAURES 92230 Gennevilliers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MERSEN FRANCE GENNEVILLIERS
- 41 AV JEAN JAURES 92230 Gennevilliers
- Code AIOT : 0006506284
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

MERSEN est spécialisé dans la fabrication de matériaux avancés dans le domaine de l'électronique et du High-Tech.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Odeur
- Risque incendie
- Sécurité/sûreté

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 06/11/2015, article 8.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 06/11/2015, article 8.3.2	Demande d'action corrective	3 mois
10	Dispositions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 06/11/2015, article 8.6.4	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Fréquence des mesures des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 06/11/2015, article 10.2.1.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 06/11/2015, article 6.1.1	/	Sans objet
3	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 06/11/2015, article 6.1.2	/	Sans objet
5	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 06/11/2015, article 8.1.3	/	Sans objet
6	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 06/11/2015, article 8.1.5	/	Sans objet
7	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 06/11/2015, article 8.2.2	/	Sans objet
9	Dispositions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 06/11/2015, article 8.6.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Dispositions particulières applicables aux activités DCPV	Arrêté Préfectoral du 06/11/2015, article 9.2.1.2	/	Sans objet
12	Dispositions particulières applicables aux activités DCPV	Arrêté Préfectoral du 06/11/2015, article 9.2.1.5	/	Sans objet
13	Dispositions particulières applicables aux activités DCPV	Arrêté Préfectoral du 06/11/2015, article 9.2.1.8	/	Sans objet
14	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 06/11/2015, article 3.1.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection propose de lever la mise en demeure du 22/01/2024, suite au respect des prescriptions de son article 1.

L'inspection a constaté plusieurs non-conformités concernant l'état des stocks, la maintenance des installations électrique et la maintenance des moyens de lutte contre l'incendie.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Fréquence des mesures des rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/2015, article 10.2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, fréquence des mesures
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/11/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  article 10.2.1.1 de l'AP du 06/11/2015 modifié par l'article 4 de l'AP du 16/03/2016 et par l'article 3 de l'AP du 28/12/2017 [...]           Les mesures portent sur les points de rejets suivants :  N° de conduit 1, 2, 3, 4 - Ateliers d'usinage Bât D et M - annuelle N° de conduit 5 - Bât K purification station ventacid - semestrielle et trimestrielle (dioxines)

<p>N° de conduit 6 - Bât B11 expansion du graphite (Papyex) - semestrielle</p> <p>N° de conduit 7 - Bât M ateliers imprégnation métallique - annuelle</p> <p>N° de conduit 9 - Bât D - DCPV - SIC - semestrielle</p> <p>N° de conduit 11 - Bât F - fours Riedhammer - annuelle (COV) et semestrielle (dioxines)</p> <p>N° de conduit 12 - Bât F - four SCAME R4 - annuelle</p> <p>N° de conduit 13 Bât O - sérigraphie - annuelle</p> <p>N° de conduit 17 à 19 Bât G - FAIVELEY (four FHD) - semestrielle et trimestrielle pour le paramètre dioxines/furanes au niveau de l'émissaire refroidissement</p> <p>N° de conduit 20 à 21 Bât G - FAIVELEY (four T500) - semestrielle</p> <p>Bât K - fours de purification sous vide - semestrielle</p> <p>Bât P - fours 3000 - semestrielle</p> <p>Constat du rapport d'inspection du 15/11/2022 : Contrairement à l'article 10.2.1.1 modifié, l'exploitant ne respecte pas la fréquence de mesures des rejets atmosphériques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 28/11/2023, il a été constaté que l'exploitant ne respectait pas la fréquence de mesures de ses rejets atmosphériques. L'arrêté préfectoral du <b>22/01/2024 a mis en demeure l'exploitant de respecter cette prescription.</b></p> <p>Par courriel du 28/03/2025, l'exploitant a transmis son bilan des rejets gazeux 2024.</p> <p>Ce bilan présente les contrôles atmosphériques réalisés sur les différents rejets du site par la société IRH.</p> <p>Il est à noter qu'aucune activité n'a été recensée pour le four Scame R4 et le bâtiment O - Sérigraphie sur l'année 2024 et par conséquent aucune mesure n'a été réalisée pour ces activités.</p> <p>Il est à noter également que l'activité du Bâtiment M - imprégnation métallique et Bâtiment F - fours Riedhammers n'existe plus.</p> <p>Concernant la ligne de production Papyex, celle-ci a été définitivement arrêtée en octobre 2021.</p> <p><b>L'inspection considère l'exploitant conforme aux dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22/01/2024. Ce dernier a respecté la fréquence de mesures de ses rejets atmosphériques sur l'année 2024.</b></p> <p><b>L'inspection propose de lever la mise en demeure susmentionnée.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Dispositions générales

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/2015, article 6.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Identification des produits</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement), en tenant compte des mentions de danger codifiées par la réglementation en vigueur est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier : les fiches de données de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site.</p>

**Constats :**

L'exploitant a présenté son inventaire annuel des substances susceptibles d'être présentes dans l'établissement avec leurs quantités, mentions de dangers et l'emplacement de leurs contenants.

Un lien vers les FDS correspondantes y est également présent.

L'exploitant indique cependant ne pas être en mesure de fournir un état des stocks précis mis à jour de manière régulière, se justifiant que les quantités stockées restent relativement constantes.

En cas de sinistre, l'exploitant est en mesure de fournir aux services de secours les quantités globales pour chaque substance ou mélange présent dans l'établissement grâce au POI.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Dispositions générales**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/11/2015, article 6.1.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Étiquetage des substances et mélanges dangereux

**Prescription contrôlée :**

[...] Les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés. Les tuyauteries apparentes contenant ou transportant de substances ou mélanges dangereux devront également être munis du pictogramme défini par le règlement susvisé.

**Constats :**

L'inspection a constaté lors de la visite du site que les fûts contenant des substances chimiques portaient en caractères lisibles les éléments d'étiquetage conformément au règlement CLP. L'inspection n'a pas de remarques.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Prévention des risques technologiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/11/2015, article 8.1.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Localisation des stocks de substance et mélanges dangereux

**Prescription contrôlée :**

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article 6.1.1 seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

**Constats :**

Le plan général des stockages n'était pas annexé à l'inventaire présenté .

L'exploitant indique que le plan général des stockages est présent dans le POI (Plan d'Opération Interne) et peut facilement être transmis aux services d'incendie et de secours.

L'exploitant procédera à une modification de son inventaire afin d'y intégrer un plan général des stockages ou sollicitera une modification de l'article 8.1.2 de son arrêté préfectoral d'autorisation

du 06/11/2015, en justifiant que la localisation des substances et mélanges dangereux présentes dans son établissement se retrouve dans le POI du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Prévention des risques technologiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/2015, article 8.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Propreté de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
<b>Constats :</b>  Les locaux comprenant les activités existantes sont correctement entretenus de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. À noter que le site accueille actuellement un certains nombres de travaux en vu de l'extension des activités DCPV (Dépôt Chimique Phase Vapeur) ce qui engendre la présence de poussières et de matériaux de construction à certains endroits du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Prévention des risques technologiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/2015, article 8.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Circulation dans l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté la présence de panneaux de signalisation et de marquage au sol définissant les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. L'inspection n'a pas de remarques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Prévention des risques technologiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/2015, article 8.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Évacuation des personnes

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>À l'intérieur des ateliers, des allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation des personnels ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre. Les cheminements d'évacuation du personnel sont jalonnés et maintenus constamment dégagés. Les schémas d'évacuation sont préparés par l'exploitant et affichés en des endroits fréquentés par le personnel. [...] Chaque atelier possède au moins deux issues opposées avec portes ouvrant sur l'extérieur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté à l'intérieur des ateliers la présence d'au moins deux issues de secours donnant sur l'extérieur.</p> <p>Les allées de circulation sont maintenues dégagées afin de permettre l'évacuation du personnel et l'intervention des services de secours en cas de sinistre.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Prévention des risques technologiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/2015, article 8.3.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à disposition des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 13/05/2025 les derniers rapports de vérification Q18 de ses installations électriques, réalisés par l'agence APAVE et datés respectivement du 23/09/2024 et 15/10/2024.</p> <p>Les rapports présentent un certain nombre de points de non-conformités ou anomalies constatées, dont certaines avaient déjà été signalées dans le passé.</p> <p>L'exploitant a présenté son suivi des observations sous forme d'un tableur Excel.</p> <p>Les observations du rapport du 23/09/2024 ont été traitées (date d'intervention + numéro d'intervention constatés) ainsi que l'anomalie de gravité 1 du rapport du 15/10/2024.</p> <p>L'exploitant a également transmis le dernier rapport de vérification Q19 réalisé également par APAVE et daté du 31/07/2024. Ce rapport conclut sur la présence du risque incendie (2 anomalies constatées avec demande d'actions sous deux mois).</p> <p>L'exploitant indique qu'un contrat multi-technique a été conclu avec la société SNEF pour le suivi et la maintenance électrique.</p> <p>Un rendez-vous est prévu le 23/05/2025 pour réaliser un chiffrage des anomalies à lever.</p> <p>L'exploitant transmettra les éléments justifiant que les observations présentées dans le rapport Q18 du 15/10/2024 et le rapport Q19 ont été traitées.</p>



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 9 : Dispositions d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/2015, article 8.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance de l'installation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. Les opérateurs responsables de l'exploitation des fours et équipements sont formés aux risques inhérents au fonctionnement des équipements, aux produits utilisés ainsi qu'à la mise en œuvre des consignes de sécurité et procédures d'intervention associées. L'exploitant s'assure régulièrement du bon niveau de connaissance aux risques, consignes et procédures de ces opérateurs.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique qu'un opérateur 3 x 8 expérimenté est dédié à la formation des nouvelles équipes (turnover important). Le programme de formation a été présenté, ce dernier est transmis au service RH qui réalise le suivi. L'inspection n'a pas de remarques.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Dispositions d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/2015, article 8.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipements de sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 13/05/2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le dernier rapport de vérification des systèmes de désenfumage (rapport réalisé par la société DESFI INCENDIE et daté du 13/12/2024, confirmant que l'installation est en bon état de fonctionnement.</li> <li>- le dernier rapport de vérification des RIA (réalisé par la société CHUBB et daté du 13/11/2024) dans lequel il est constaté la présence d'un diffuseur endommagé sur un des RIA.</li> <li>- le dernier rapport de vérification des extincteurs (réalisé par la société CHUBB et daté du</li> </ul>

<p>26/11/2024), dont la synthèse de l'intervention montre que plusieurs extincteurs sont devenus inutilisables ou doivent faire l'objet d'une requalification ou d'une révision.</p> <p>- les derniers rapports de vérification du système de détection incendie (réalisé par la société CHUBB et daté du 21/06/2024 et 23/12/2024), dans lesquels plusieurs remarques sont formulées indiquant plusieurs remplacements de batteries de la centrale. Les batteries ont été remplacées (rapport d'intervention transmis)</p> <p>L'exploitant indique être en attente d'une date d'intervention pour le remplacement des extincteurs.</p> <p>L'exploitant transmettra les éléments justifiant du remplacement des extincteurs et de la réparation du RIA endommagé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 11 : Dispositions particulières applicables aux activités DCPV**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/2015, article 9.2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Circuit d'eau de refroidissement des fours DCPV
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions suffisantes dans la conception et l'exploitation des installations afin de prévenir en toutes circonstances une fuite d'eau dans le four.</p> <p>Surveillance du circuit de refroidissement :</p> <p>En particulier, afin de détecter un éventuel bouchage du circuit de refroidissement ou un échauffement local dû à une défaillance de l'isolant, les fours sont équipés de détecteurs permettant de surveiller :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la circulation d'eau de refroidissement,</li> <li>• la température de l'eau de refroidissement.</li> </ul> <p>En cas de dépassement d'un seuil de sécurité défini par l'exploitant, un système automatique déclenche l'arrêt du fonctionnement du four et agit sur les alarmes perceptibles par les personnels concernés. L'arrêt de l'alimentation du four en gaz inflammable et l'injection d'un gaz inerte sont mis en œuvre dans les meilleurs délais selon une procédure d'intervention formalisée.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté une fiche "coup de poing" formalisant les différentes étapes à accomplir en cas de montée de pression à l'intérieur d'un four (correspond à la situation la plus à risques). Cette fiche est également affichée au niveau du poste de pilotage des fours.</p> <p>L'inspection n'a pas de remarques.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Dispositions particulières applicables aux activités DCPV**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/2015, article 9.2.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôles préalables au démarrage d'un four DCPV
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Le démarrage d'un four est conditionné à la vérification préalable :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de la disponibilité d'une réserve suffisante de gaz inerte visant à prévenir la combustion et l'arrivée d'oxygène dans le four en cas d'incident,</li> <li>• d'une étanchéité de l'enceinte et du joint suffisante,</li> <li>• de l'intégrité de l'isolant du four.</li> </ul> <p>Ces contrôles font l'objet d'un enregistrement formalisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté une fiche de suivi utilisée avant le démarrage d'un four.  Cette fiche présente une check-list de tous les éléments à vérifier avant le démarrage d'un four.  L'inspection n'a pas de remarques.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 13 : Dispositions particulières applicables aux activités DCPV**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/2015, article 9.2.1.8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance et détection de gaz inflammables</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'atelier est équipé d'un réseau de détecteurs de gaz inflammables conforme aux référentiels en vigueur, adaptés à la nature des substances employées (H<sub>2</sub>, CH<sub>4</sub>, etc.) en nombre suffisant avec un report d'alarme en salle de contrôle. [...] L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 05/06/2025 le premier rapport de maintenance préventive des détecteurs gaz du site réalisée par MSA.  Une intervention est réalisée tous les 3/4 mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 14 : Prévention de la pollution atmosphérique**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/11/2015, article 3.1.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Odeurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En 2024, une plainte a été déposée par un riverain à l'encontre de MERSEN Gennevilliers concernant la présence d'odeurs récurrentes ressenties à proximité du site.</p>

L'exploitant indique que les activités d'Alstom seraient la cause des nuisances olfactives ressenties sur le site et aux alentours, en particulier lorsque le four FHD est en fonctionnement, ce qui arrive de manière très ponctuelle (1 fois tous les 2-3 mois).

Il est important de rappeler que les locaux d'Alstom se situent à l'intérieur du site MERSEN qui est le titulaire de l'autorisation d'exploiter et l'interlocuteur de l'administration

D'après l'exploitant, Alstom a indiqué avoir entrepris des actions correctives, notamment la mise en place de filtres à charbon actif, une remise en conformité sur la hauteur des cheminées et le respect des VLE (Valeurs limites d'émission).

L'exploitant indique une diminution des nuisances olfactives depuis l'année dernière.

Un retour d'Alstom est attendu à la prochaine CSSCT (Commission santé, sécurité et conditions de travail) prévue le 25/06/2025. L'exploitant tiendra l'inspection informée sur ce point.

**Type de suites proposées :** Sans suite